

Haïti : Une occasion unique de tout changer

Au-delà de la reconstruction, faire d'Haïti un pays plus juste et plus équitable

Haïti montrait ces derniers mois les signes d'un nouveau dynamisme. Le séisme dévastateur du 12 Janvier 2010 est venu tout anéantir. Les conséquences de la catastrophe ont été aggravées par le niveau de pauvreté et les inégalités extrêmes qui prévalaient dans le pays.

Mal gérée, la reconstruction ne fera que perpétuer les inégalités en favorisant les plus riches et en rendant plus vulnérable encore les populations démunies. En revanche, bien menée, elle peut contribuer à offrir un avenir meilleur à l'ensemble de la population haïtienne.

L'objectif maintenant de la reconstruction est de réduire la pauvreté et l'instabilité et de faire d'Haïti un pays plus équitable. Pour cela, il est essentiel que la reconstruction soit menée par les autorités haïtiennes et qu'elle bénéficie à tous les citoyens. Dès aujourd'hui, la communauté internationale doit s'engager aux côtés des autorités haïtiennes et maintenir son aide tout au long des difficiles années de reconstruction qui s'annoncent.

Résumé

Aucune catastrophe n'est jamais totalement « naturelle ». Le tremblement de terre qui a frappé le pays le 12 janvier 2010 n'échappe pas à ce constat. En Haïti, l'important niveau de pauvreté et d'inégalité est venu aggraver les conséquences de la catastrophe, en particulier pour les plus vulnérables.

Il ne s'agit pas seulement de reconstruire les infrastructures mais bien, comme l'ont indiqué les partenaires d'Oxfam sur le terrain, de « repenser » Haïti pour lui donner un nouveau visage. Avant le séisme, 80 % des Haïtiens vivaient avec moins de 2 USD par jour (cette proportion atteignant 90 % dans les zones rurales), près de 60% de la population était sous-alimentée, un enfant sur quatre souffrait d'un retard de croissance.

La nature s'est chargée d'aggraver la situation. Ce séisme est proportionnellement le plus dévastateur de l'histoire à l'échelle d'un pays. La reconstruction pourrait coûter 13,9 milliards d'USD et durer 10 ans.

Mal gérée, la reconstruction accentuera les inégalités en bénéficiant en premier lieu aux plus riches et dans le même temps rendra encore plus vulnérables les populations démunies.

En revanche, bien menée, l'effort de reconstruction peut faire du précepte *Build Back Better* (*Reconstruire mieux*) une réalité. Dans le passé, dans certaines parties du monde, la période qui a suivie d'importantes catastrophes s'est avérée être porteuse de profonds changements socio-économiques.

La question est donc de savoir de quoi les Haïtiens ont besoin pour se remettre du séisme à court terme tout en contribuant à résoudre les problèmes plus structurels auxquels Haïti est confronté depuis des décennies.

Fort de ses 32 ans d'expérience en Haïti (60 ans dans la gestion des catastrophes), enrichi des discussions avec ses partenaires haïtiens, Oxfam propose que l'effort de reconstruction réponde à trois conditions essentielles. Premièrement, la reconstruction doit se faire sous le leadership des autorités haïtiennes. Deuxièmement, ces mêmes autorités devront rendre compte de leurs actions à tous les Haïtiens ainsi qu'à la société civile. Troisièmement, chaque Haïtien devra pouvoir accéder aux informations dont il a besoin pour lui permettre de prendre des décisions éclairées sur son avenir.

Le présent rapport présente des recommandations sur la façon de remplir ces conditions.

Le leadership du gouvernement

Dans une telle situation, on peut comprendre que le leadership du gouvernement haïtien ait tardé à s'affirmer. Cependant, depuis le tremblement de terre, les prises de décisions se sont avérées lentes et le gouvernement s'est montré dans l'incapacité de formuler et de communiquer sa vision de la reconstruction du pays. En revanche, il a su gérer d'autres aspects imposés par la situation d'urgence. Il a par exemple eu une action déterminante dans l'assistance des personnes qui souhaitaient regagner les zones rurales, en facilitant le déploiement de l'aide humanitaire ou encore en autorisant les personnes et les marchandises à entrer dans le pays sans s'acquitter des taxes et des droits de douane.

Plusieurs municipalités et institutions locales privées se sont également montrées à la hauteur de l'enjeu. L'action de certaines municipalités, d'organisations communautaires et de certains organismes religieux s'est avérée déterminante dans l'assistance portée aux populations sinistrées. L'effort de reconstruction devra impliquer davantage les acteurs locaux, valoriser les initiatives locales et accentuer le mouvement de décentralisation par un soutien accru aux municipalités.

La corruption est à la fois une cause et une conséquence de la faiblesse de l'État haïtien. Le Premier ministre d'Haïti a indiqué lors d'un entretien avec des représentants d'Oxfam ne se faire « aucune illusion sur la perception de la corruption et de l'inefficacité » en Haïti. La lutte contre la corruption, l'exigence de transparence et le principe de responsabilité devront guider chaque action et toute politique de reconstruction.

L'aide internationale

Au cours des prochaines années, pour mener à bien la difficile reconstruction, Haïti devra pouvoir compter sur un soutien sans faille de la communauté internationale. L'aide devra être à la fois correctement ciblée, conséquente et perdurée dans le temps.

Seuls une appropriation par les Haïtiens des enjeux de la reconstruction, un leadership effectif du gouvernement et de l'État, mais également l'implication de la société civile dans toutes ses composantes - ONG, universitaires, associations de jeunes leaders, syndicats, communautés déplacées, entreprises privées - permettra au processus de reconstruction d'apparaître légitime aux yeux de l'ensemble des citoyens. Ainsi sera garanti que l'aide soit dispensée en fonction des seuls besoins observés sur le terrain et non en fonction des agendas des différents bailleurs.

À ce jour, ni les Nations Unies, ni le gouvernement haïtien n'ont fait preuve d'un leadership déterminant. L'expertise locale n'a été que peu valorisée. Depuis le tremblement de terre, nombres de réunions de coordination sur le terrain, au sein des Nations Unies, se tiennent en anglais, plutôt qu'en français ou en créole. Cette pratique a pour conséquence d'exclure de fait de nombreuses ONG locales et certaines compétences haïtiennes. L'aide internationale se prive ainsi de compétences irremplaçables pour la reconstruction du pays sur le long terme.

Les besoins urgents

Abris. Depuis le séisme, environ 1,2 million de personnes vivent dans des abris de fortune dans le grand Port-au-Prince.¹ Les acteurs humanitaires ont déjà déployé d'importants moyens pour répondre aux besoins les plus urgents de ces populations. Avec la saison des pluies qui s'annonce, il convient de redoubler d'efforts.

Assainissement et santé publique. Avant le tremblement de terre, seulement 19 % de la population haïtienne avait accès à des toilettes et un réseau d'assainissement dignes de ce nom. Aujourd'hui, avec plus d'un million de personnes vivant dans la rue, dans la promiscuité, les problèmes d'assainissement pourraient devenir l'un des premiers facteurs de dégradation de la santé publique lors de la prochaine saison des pluies (d'avril à juin puis d'août à novembre). Oxfam et d'autres organisations travaillent de concert dans les camps pour assurer la collecte des déchets, le curage des égouts et promouvoir les principes de base de méthodes d'assainissement efficaces. Dans ce domaine, tous les acteurs doivent unir leurs efforts pour prévenir les problèmes de santé publique pouvant découler d'un défaut d'hygiène et du non traitement des déchets.

La reconstruction implique de répondre à la fois à des besoins de court terme et de long terme tant en matière d'infrastructure que d'hébergement. Les expériences passées de séismes destructeurs indiquent que la reconstruction d'Haïti prendra de longues années. Avant le séisme, 80 % de la population urbaine vivait en dessous du seuil de pauvreté, la plupart dans des bidonvilles sans droit de propriété et dépourvus de services de base comme l'accès à l'eau potable et l'assainissement.

Ne pas oublier la population rurale. La reconstruction de Port-au-Prince ne doit pas se faire au détriment des zones rurales. La saison des pluies coïncide à la fois avec le début de la saison de repiquage du riz et la pleine période dite de soudure. Des mesures urgentes sont nécessaires pour soutenir la majorité des Haïtiens qui vivent grâce à une activité agricole de subsistance.

La question du genre. La reconstruction constitue une opportunité d'améliorer considérablement la situation des femmes haïtiennes en valorisant leur potentiel et leur énergie. Dans cette société profondément inégale, les femmes sont victimes de multiples formes de violence. Haïti connaît un important taux d'agressions sexuelles et de viols. Dans les camps, d'après nos premières évaluations, elles restent vulnérables à ces violences.

Les bailleurs et le gouvernement devront accroître la participation des femmes dans la reconstruction. Ils devront s'attacher à intégrer les femmes dans les organigrammes tant au niveau de petits projets communautaires que des plus hauts niveaux de la hiérarchie administrative. Ils devront s'engager à promouvoir leur inclusion dans la sphère économique, s'attacher à garantir une véritable égalité homme/femme et à leur offrir des opportunités en termes de formation et de création d'activités.

Reconstruire mieux

Haïti montrait depuis quelques mois les premiers signes d'un nouveau dynamisme. Avant le tremblement de terre, le pays connaissait une période de calme et de stabilité relative, le chômage reculait, les salaires augmentaient, les kidnappings diminuaient.

Le séisme a fait émerger une nouvelle génération de jeunes leaders. Le camp Delmas 62 a par exemple vu se constituer un comité de jeunes, très actifs, qui est venu en aide aux centaines de personnes qui ont trouvé refuge à cet endroit. L'un d'entre eux, Stephan Durogene, nous déclarait : « Je ne savais pas que j'avais cela en moi. C'est pendant le tremblement de terre que j'ai réalisé que je pouvais être un leader ».

Si nous écoutons et relayons le message de personnes comme Stephan, Haïti peut se reconstruire sur de nouvelles bases.

¹ Réunion « UN Shelter Cluster », 16 mars 2010, Port-au-Prince.

© Oxfam International, mars 2010

Cette note d'information a été rédigée par Aimee Ansari. Oxfam remercie Ed Cairns, Marc Cohen, Anna Coryndon, Yolette Etienne, Marcel Stoessel, Duncan Green, Alison Hayes, Rachel Hastie, Gawain Kripke, Isabel Mazzei, Krista Riddley, Edward Turvill, Ines Smyth et Philip Weare pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Ce document peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : publish@oxfam.org.uk

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter : advocacy@oxfaminternational.org.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.



Oxfam International www.oxfam.org

Oxfam International est une confédération de 14 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice : Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org), Oxfam Allemagne (www.oxfam.de), Oxfam Australie (www.oxfam.org.au), Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be), Oxfam Canada (www.oxfam.ca), Oxfam France - Agir ici (www.oxfamfrance.org), Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk), Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk), Intermón Oxfam (Espagne) (www.intermonoxfam.org), Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org), Oxfam Mexique (www.oxfamexico.org), Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz), Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl), Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Les organisations suivantes, actuellement membres observateurs d'Oxfam International, travaillent vers une affiliation complète :

Oxfam India (www.oxfamindia.org)
Oxfam Japan (www.oxfam.jp)

L'organisation suivante est liée à Oxfam International :

Bureau de Campagne d'Oxfam International et d'Ucodep (Italie)
Courriel : ucodep-oi@oxfaminternational.org

N'hésitez pas à contacter les organisations répertoriées ci-dessus, par téléphone ou par courrier, pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur : www.oxfam.org.

Courriel : advocacy@oxfaminternational.org